

PUBLI

A la Une

La vie de bureau après DSK

Le Monde | 17.09.11 | 13h56 • Mis à jour le 18.09.11 | 10h59



Le Petit Robert devra en tirer les conséquences : "DSK" est devenu un nom commun, et "faire son DSK", une expression courante. Par préterition, une précaution d'usage : *"Je ne voudrais pas faire mon DSK, mais..."*, commence-t-on à entendre de la part des habitués de la galanterie. Un DSK est maintenant un homme qui vous saute dessus sans vous demander votre avis.

Au-delà du non-lieu prononcé par le juge new-yorkais, la sidération née de l'arrestation à New York de Dominique Strauss-Kahn, le 14 mai, pour viol à l'encontre d'une femme de chambre, a marqué les esprits. "DSK" s'est immiscé dans toutes les conversations. Du bistrot populaire aux couloirs des entreprises, qui n'a pas débattu sur la présumée agression sexuelle ? Qui n'a pas tergiversé sur les détails techniques ?

Lors d'une très chic garden-party donnée pendant l'été dans les Hamptons, lieu de villégiature des New-Yorkais huppés, au bord de l'Atlantique, une maîtresse de maison faisait ainsi résonner son verre d'un léger coup de couteau : *"Et maintenant, disait-elle, je suggère que nous conversions sur le sujet qui nous intéresse tous au plus haut point !..."*

L'affaire qui a chamboulé le paysage politique français a aussi modifié les relations entre hommes et femmes. En particulier dans le monde de l'entreprise : là où les hommes occupent, en grande majorité, les postes de pouvoir. Là où peut se jouer la confusion des sentiments entre autorité hiérarchique et séduction, dans un sens comme dans l'autre : abus masculin de pouvoir, abus féminin de charme.

"C'est très net : même si la phase de l'électrochoc est passée, il y a un avant et un après-DSK dans les entreprises", constate Anne-Françoise Chaperon, consultante dans les grandes entreprises sur les risques psychosociaux, pour le cabinet Stimulus. Le changement a d'abord pris la forme d'une boutade. Les blagues DSK ont fleuri comme les histoires juives, belges ou sur les blondes. Dans le couloir étroit d'une grande entreprise de médias, un patron hésite à passer trop près d'une employée affairée à la photocopieuse : *"Ne bougez surtout pas, je passe derrière vous !"* Plus crue, Alexia Laroche-Joubert, à la tête de la société de production audiovisuelle ALJ productions, s'en amuse : *"Depuis l'affaire DSK, quand je mets une main aux fesses de mon associé, je lui demande tout de suite s'il compte porter plainte !"* Pour M^{me} Chaperon, *"toutes ces blagues ont révélé une anxiété qui jusque-là restait non dite"* : celle due à la pratique plus ou moins visible du harcèlement et de l'abus de pouvoir.

Du monde de la finance à celui de l'industrie, les femmes se sont mises à raconter leurs histoires. Ce qui leur était arrivé dans l'ascenseur ou dans un

bureau avec un supérieur. L'affaire DSK a fait sauter un verrou. *"Elle a libéré la parole des femmes"*, atteste Patricia Barbizet, directrice générale d'Artemis, la holding financière du groupe Pinault.

Laurence Parisot s'est surprise elle-même à parler de "ça" avec ses collègues. Des avances d'un supérieur dont dépendait leur carrière, de leur angoisse à trouver le bon ton pour réagir. De ces multiples vexations subies par des femmes qui viennent gêner les hommes sur "leur" territoire : l'entreprise.

La présidente du Medef a alors raconté son premier entretien d'embauche : *"La secrétaire de mon futur patron m'avait appelée pour me dire que l'entretien n'aurait pas lieu au bureau mais au cours d'un dîner au restaurant. J'ai eu affaire à une très grosse drague. Ce n'est pas normal."* La patronne des patrons a ainsi pris connaissance avec empathie de la déposition de Piroska Nagy : *"I was damned if I did, and damned if I didn't"* (*"J'étais fichue si je disais oui, fichue si je disais non"*), avait déclaré aux enquêteurs la jeune cadre du Fonds monétaire international (FMI) avec qui M. Strauss-Kahn avait eu une liaison.

De fait, cinquante ans après la création du Mouvement de libération de la femme (MLF) *"la société est restée très archaïque dans les relations hommes-femmes"*, remarque Dominique Senequier, patronne du fonds d'investissement européen Axa PE, qui gère plus de 20 milliards d'euros. Selon elle, le besoin des hommes de rabaisser les femmes est resté intact.

Habitée à évoluer dans un monde d'hommes anglo-saxons, elle ironise sur son *"double handicap"* : être à la fois femme et française. Les petites phrases échangées dans son dos lors d'une présentation résonnent encore à ses oreilles : *"Elle n'est pas mal pour une femme !"*, a-t-elle entendu d'un patron français, lui-même corrigé par un homologue anglo-saxon : *"Vous voulez dire, elle n'est pas mal pour une Française..."*

Pour M^{me} Parisot, ces remarques mysogines plus ou moins discrètes frôlent le racisme. *"Aujourd'hui, pas une femme ne dirige une entreprise du CAC 40. Pourtant, combien sortent en tête de leur promotion dans les grandes écoles ?"*, s'indigne la patronne des patrons. Dès 2005, celle-ci a voulu introduire des quotas par le biais d'une *soft law* acceptée par les entreprises avant qu'il ne soit besoin de passer par la loi. *"Certains patrons d'entreprises cotées (pas tous) m'ont dit non, dit-elle. Le motif ? Il n'y a pas assez de femmes possédant les compétences requises..."*

Si l'affaire DSK a déclenché un sursaut féministe, elle a aussi provoqué un profond désarroi masculin. *"Je me suis soudain demandé si, lorsque j'ouvrais une portière de voiture, mon comportement ne pouvait pas être interprété comme un signe de condescendance"*, confie cet homme d'affaires, ancien patron d'un fonds d'investissement.

Après ce 14 mai où a été arrêté un personnage à leur image, sexagénaire, riche et puissant comme eux, certains vieux loups se sont rendu compte que *"des mots ou des attitudes qui leur semblaient jusqu'alors sans conséquence n'étaient en réalité plus adaptés"*, remarque M^{me} Barbizet. Une *"frontière naturelle"* est apparue, observe-t-elle, entre la génération des quadras ou trentenaires, *"qui évolue dans un univers mixte depuis la maternelle"* et ces seniors *"qui n'avaient jusqu'ici pas eu l'occasion de se remettre véritablement en question"*.

La tendance générale, en France, est de porter en horreur les pratiques américaines, où l'horizon des procédures judiciaires interdit tout naturel dans les relations entre les hommes et les femmes. L'affaire Strauss-Kahn a ébranlé ces convictions. Ira-t-elle jusqu'à imposer une codification du rapport hommes-femmes aussi radicale que dans les entreprises américaines ?

Claire Gatinois et Marion Van Renterghem

Article paru dans l'édition du 18.09.11

[Abonnez-vous au Monde à 15€/mois](#)